



Procès-verbal de l'assemblée communale

Salle polyvalente, mardi 24 avril 2018, 20.00 heures

<u>Présidence</u>	Antoinette Badoud, Syndique
<u>Présents</u>	57 personnes
<u>Excusés</u>	Madame Adrienne Eguizabal Monsieur Angelo Bongiovanni Monsieur Damien Villard
<u>Scrutateurs</u>	Messieurs Sébastien Meloni – Philippe Gremaud – Lionel Pasquier
<u>Secrétaire</u>	Jean-Claude Duriaux, Secrétaire général

LISTE DES OBJETS A TRAITER

Les citoyennes et citoyens actifs de la Commune du Pâquier sont convoqués en assemblée communale ordinaire le

MARDI 24 AVRIL 2018, A 20 H 00
A LA SALLE POLYVALENTE DE LA GARE

LISTE DES OBJETS A TRAITER

1. **Approbation du procès-verbal de la dernière assemblée communale ordinaire du 19 décembre 2017 : celui-ci est à la disposition des personnes intéressées au bureau communal et peut être consulté sur le site internet : www.lepaquier.ch .**
2. **Compte 2017**
 - 2.1 Présentation
 - 2.2 Rapport de la Commission financière sur la base de l'organe de révision
 - 2.3 Approbation
3. **Investissement lié au raccordement du bâtiment de la gare au chauffage à distance (CAD) - Paiement d'avance du tarif de production et d'acheminement**
4. **Investissement relatif à la création d'un trottoir à la route de Pra-Jouli et échange de terrain dû à l'emprise sur fonds voisin**
5. **Modification de la limite communale relative à l'échange de terrain nécessaire à l'agrandissement de l'entreprise JPF Constructions SA**



6. **Adhésion à la nouvelle Association de communes pour l'Ambulance Sud Fribourgeois (ASF) et approbation des statuts y relatifs**
 7. **Divers.**
-

Au nom du Conseil communal, la Présidente souhaite la bienvenue aux citoyennes et citoyens à cette assemblée communale qui a pour objet principal l'approbation des comptes 2017. Elle précise, qu'en application des dispositions de la loi sur les communes, l'assemblée communale a été régulièrement convoquée par annonce dans la Feuille officielle du canton de Fribourg, par affichage au pilier public et par une convocation adressée en circulaire tous ménages, le tout au moins 10 jours à l'avance. Elle précise que l'assemblée sera enregistrée pour faciliter la rédaction du procès-verbal (cf art. de la loi sur les Communes).

La Présidente indique que les objets figurant à l'ordre du jour sont affichés à l'écran. Les documents relatifs à ces objets étaient à disposition jusqu'à ce jour à l'administration communale.

La Présidente demande si quelqu'un a une remarque à formuler quant à la convocation ou à l'ordre du jour. Cela n'étant pas le cas, elle considère l'ordre de jour comme accepté et les objets seront donc traités selon l'ordre proposé.

La Présidente s'enquière aussi de savoir si des personnes présentes dans la salle ne sont pas citoyennes ou citoyens actifs de notre Commune. Cela n'étant pas le cas, elle déclare que l'Assemblée peut délibérer valablement.

La Présidente excuse Madame Adrienne Eguizabal, Monsieur Angelo Bongiovanni et Monsieur Damien Villard.

La Présidente nomme ensuite Messieurs Sébastien Meloni, Lionel Pasquier et Philippe Gremaud en qualité de scrutateurs en leur désignant leur secteur respectif. Elle leur rappelle que leur tâche consiste à compter les personnes présentes aux rangées qui leur sont assignées et de communiquer, à haute voix au Secrétaire général, les résultats des oui et des non issus des votes. Elle rappelle aussi que les membres du Conseil communal ne sont pas habilités à voter les comptes. Elle leur précise encore qu'ils font partie du bureau de l'Assemblée communale avec les membres du Conseil communal. La Présidente les remercie pour leur collaboration.

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 19 décembre 2017

Ce dernier était à la disposition des intéressés à l'Administration communale. La Présidente demande si quelqu'un souhaite faire une observation à propos de sa rédaction ou de son contenu.



Constatant que tel n'est pas le cas, elle considère ce procès-verbal comme accepté et remercie Monsieur Jean-Claude Duriaux, Secrétaire, pour la transcription conforme des avis exprimés.

2. Compte 2017

La Présidente passe la parole à Monsieur Nicolas Gremaud, Conseiller communal en charge des finances, qui présente les principaux résultats des comptes de fonctionnement puis d'investissements 2017.

2.1. Présentation

	Comptes 2017		Budget 2017		Comptes 2016	
	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits
Administration	494'587.75	80'365.45	466'700.00	44'900.00	434'361.60	43'580.05
Ordre public	108'055.45	59'052.30	100'200.00	42'500.00	95'709.85	45'224.95
Enseignement et formation	1'462'591.00	59'445.65	1'543'000.00	74'600.00	1'330'930.30	81'254.85
Culte, culture et loisirs	199'414.85	23'932.60	229'400.00	26'800.00	187'371.90	25'199.25
Santé publique	392'961.55	2'637.80	417'800.00	5'000.00	358'640.15	6'522.35
Affaires sociales	502'016.00	1'217.60	499'800.00	1'200.00	483'833.75	1'393.40
Transports et communications	679'293.35	353'549.45	756'300.00	365'100.00	689'423.75	364'260.75
Protection et aménagement de l'environnement	803'435.85	611'312.40	751'900.00	595'700.00	785'148.10	652'010.50
Economie	60'141.80	462.00	69'000.00	800.00	62'507.30	15'408.00
Finances et impôts	1'513'851.85	5'138'476.10	593'800.00	4'276'300.00	1'142'701.35	4'374'897.10
Total des charges	6'216'349.45		5'427'900.00		5'570'628.05	
Total des produits		6'330'451.35		5'432'900.00		5'609'751.20
Résultat	114'101.90		5'000.00		39'123.15	

Il débute sa présentation par le compte de fonctionnement 2017, en ne relevant que les écarts significatifs par rapport à ce qui était prévu au budget 2017. Il donne davantage de compléments d'information pour les comptes "Protection et aménagement de l'environnement" et "Finances et impôts".

Administration :

L'augmentation est principalement due aux charges du personnel administratif et aux vacations de l'Exécutif. Nous avons par contre bénéficié de l'aide à l'insertion au travail pour notre nouveau Secrétaire général, Monsieur Jean-Claude Duriaux.

**Ordre public :**

Les 2 incendies du début de l'année 2017 ont augmenté les charges des frais d'intervention du CSPI Grevîre. D'un autre côté, les rentrées liées aux taxes d'exemption, selon le contrôle des habitants, ont été plus importantes que prévu.

Enseignement et formation :

Pour rappel, en date du 13 juin 2017, l'Assemblée communale extraordinaire avait accepté de financer, à ses frais, l'ouverture d'une classe supplémentaire. La charge supplémentaire était de CHF 67'000.00 pour 2017. D'autre part, le secrétariat du responsable d'établissement (RE) a été pris en charge par le RE dans le cadre de sa fonction. Le montant budgétisé n'a donc pas été utilisé.

Culte, culture et loisirs :

Les charges sont légèrement plus faibles que prévu. En particulier, les frais de participation au conservatoire cantonal dépendent du nombre d'inscrits qui est inférieur à la moyenne passée.

Santé publique :

La charge liée cantonale pour la participation aux soins spéciaux pour personnes âgées a sensiblement diminué et la Commune n'a eu aucune charge liée à l'EMS d'Humilimont.

Affaires sociales :

Rien de particulier n'est à signaler.

Transports et communication :

L'entretien, le nettoyage, l'aménagement et la réfection des routes n'a pas nécessité autant de charges que prévu.

Protection et aménagement de l'environnement :

L'approvisionnement en eau potable est un chapitre déficitaire alors qu'il devrait s'autofinancer. Cette situation n'est pas nouvelle et les mesures liées au plan des infrastructures d'eau potable (PIEP) devraient améliorer la situation. Par contre, le chapitre concernant la protection des eaux est bénéficiaire et ce bénéfice doit être attribué à une réserve obligatoire. De plus, des montants budgétisés pour l'entretien et la rénovation des installations n'ont pas été utilisés. En ce qui concerne les ordures ménagères, le Conseil communal planche sur un nouveau système qui vous sera proposé prochainement.

A ce titre, Monsieur Nicolas Gremaud signale la modification du libellé de la réserve de CHF 250'000.00 en charges des comptes 2016. La réserve pour un nouveau système de gestion des ordures ménagères devient une réserve pour l'aménagement d'une parcelle communale, art 2, destinée à recevoir une benne compactrice.

**Economie :**

Rien de particulier n'est à signaler.

Finances et impôts :

Les rentrées fiscales ont été beaucoup plus importantes que prévues, en particulier : une différence de CHF 77'000.00 pour l'impôt sur les gains immobiliers, CHF 385'000.00 pour l'impôt sur les mutations et CHF 43'000.00 pour l'impôt sur le bénéfice. Nous enregistrons également plus de CHF 335'000.00 d'impôts sur le revenu des années antérieures (2015).

La différence est sensible pour les impôts conjoncturels, mais ceux-ci sont non récurrents et difficiles à évaluer.

Le Conseil communal a effectué des amortissements supplémentaires pour un total de plus de CHF 300'000.00; à savoir :

- Amortissement supplémentaire sur les prés et pâturages : CHF 127'000.00;
- Amortissement supplémentaire sur l'ancien bâtiment scolaire : CHF 105'000.00;
- Amortissement sur des actions Saidef : CHF 47'000.00;
- Amortissement sur les aménagements extérieurs du hangar communal : CHF 24'000.00.

Le Conseil communal a effectué les réserves suivantes, affectées pour des investissements futurs et en cours, pour un total de CHF 719'800.00 :

- Chauffage à distance (CAD) bâtiment de la gare : CHF 69'800.00;
- Réfection de l'ancienne école (investissement de CHF 410'000.00 voté par l'Assemblée du budget 2018) : CHF 300'000.00 (en plus des CHF 100'000.00 de réserve constituée sur les comptes 2016);
- Bâtiment de la gare (investissement de CHF 1'140'000.00 voté à l'assemblée du budget 2016) : CHF 350'000.00 (en plus des CHF 50'000.00 de réserve constituée sur les comptes 2016).

Après ces amortissements supplémentaires et ces réserves, alors que le budget 2017 prévoyait un bénéfice de CHF 5'000.00, le Conseil communal a le plaisir d'annoncer que le compte de fonctionnement 2017 boucle avec un bénéfice net de CHF 114'101.90.



M. Nicolas Gremaud commente ensuite le budget des investissements 2017.



Investissements

	Comptes 2017		Budget 2017	
	Dépenses	Subv./part.	Dépenses	Subv./part.
Enseignement et formation				
Bâtiment scolaire, garages, réfection cour et portes	104'700.00		100'000.00	
Transports et communications				
Réfection tronçon Sautaux/Bois-Riant et liaison Mobul M20	15'696.40			
Réfection tronçon Sautaux/Bois-Riant, participation de tiers		15'000.00		
Réfection tronçon Sautaux/Bois-Riant, subvention cantonale (SFF)		18'800.00		
Réfection route de l'Eglise, secteur giratoire / 3 trèfles	240'100.00		278'000.00	
Réfection route de l'Eglise, subvention Mobul				55'600.00
Réfection route des Chavonnes (route à caractère agricole)	210'700.00		180'000.00	
Réfection chemin de l'Entraide (chemin à caractère agricole)			108'000.00	
Réfection chemin de l'Entraide, solde à charge des propriétaires				46'400.00
Réfection route de Pra-Jouli (route à caractère agricole)	230'599.00		360'000.00	
Réfection route de Pra-Jouli, participation de tiers		6'000.00		
Réfection route de Pra-Jouli, part de la commune de Bulle				25'800.00
Subventions fédérales, améliorations foncières (routes/chemins agricole)		100'000.00		183'700.00
Subventions cantonales, améliorations foncières (routes/chemins agricole)		90'000.00		165'400.00
Aménagement parking salle polyvalente	19'700.00		390'000.00	



Investissements

	Comptes 2017		Budget 2017	
	Dépenses	Subv./part.	Dépenses	Subv./part.
Protection et aménagement de l'environnement				
Approvisionnement en eau potable				
Eau potable, liaison gare vers parking JPF, réfection conduite			47'000.00	
Eau potable, route de Pra-Jouli, remplacement de conduite	39'343.85		79'000.00	
Eau potable, programme autocontrôle et plan infrastructure	5'500.00			
Taxes de raccordement		13'417.00		
Aménagement du territoire				
Plan d'aménagement local (PAL), révision	730.00			
Finances et impôts				
Immeubles/terrains du patrimoine financier				
Terrain Villarblanchin, PAD (plan d'aménagement de détail)			52'000.00	
En Créta, vente de terrain				1'022'000.00
Bâtiment de la Gare, travaux de réfection générale	40'959.05		1'140'000.00	
Total des dépenses	908'028.30		2'734'000.00	
Total des recettes, subventions et participations		243'217.00		1'498'900.00
Investissements nets		664'811.30		1'235'100.00



Parmi tous les investissements présentés ci-dessus, le seul qui est terminé au 31 décembre 2017 est celui qui est lié au bâtiment scolaire, garages, réfection cour et portes pour un montant de CHF 104'700.00.

Concernant les routes, en particulier celles qui sont à caractère agricole (routes d'améliorations foncières), la commune n'a pas encore reçu toutes les subventions fédérales et cantonales. La situation présentée est donc transitoire.

- Le tronçon de Sauthaux a été terminé en 2017. Il s'agit d'un report des années précédentes;
- Route de l'Eglise : la subvention "mobul" n'a pas encore été reçue;
- Route des Chavonnes : la situation est transitoire;
- Chemin de l'Entraide : l'investissement est à 100% à charge des propriétaires, la Commune n'a qu'un rôle de "banque";
- Route de Pra-Jouli : certaines factures ainsi que la participation de la ville de Bulle pour la partie concernée (tronçon reliant la ferme de Pra-Jouli et le quartier des Albergeux) n'ont pas encore été reçues.

Eau potable :

Le remplacement de la conduite à la route de Pra-Jouli a été exécuté en lien avec les travaux de la route

Zone de Villarblanchin :

La Commune a décidé de stopper, pour l'instant, le développement de cette zone à bâtir appartenant à la Commune.

Vente du terrain communal situé dans la zone "En Crêta" :

Dès que le permis de construire sera délivré, la Commune encaissera le montant lié à la vente de ce terrain.

Transformation de l'ancienne gare en Administration communale :

Les travaux ont débuté et seront terminés d'ici la fin de l'été 2018.

Les investissements nets sont donc moins élevés que prévus et s'élèvent à CHF 664'811.30 alors qu'ils étaient budgétisés à CHF 1'235'100.00.

Conclusion :

M. Nicolas Gremaud décrit la période comme positive. Les dettes à moyen et long terme diminuent, les provisions et les réserves augmentent.

Tous les feux semblent être au vert, mais... si les comptes 2018 seront vraisemblablement encore bons, les années suivantes s'annoncent plus délicates. L'importante augmentation de la population de notre village aura une influence significative sur les finances communales et les charges liées vont augmenter de manière importante en 2019. Selon les estimations, elles



croîtront d'environ CHF 300'000.00 (péréquation financière), sans compter les charges supplémentaires liées au CO₂, les charges des affaires sociales, les frais des éventuels transports scolaires, etc... Il faut être confiants, mais prudents !

Avant de conclure sa présentation, M. Nicolas Gremaud tient à remercier Janick Vega de sa précieuse collaboration et de ses conseils avisés ainsi que tous les autres membres du personnel administratif. Il remercie l'Assemblée de son attention et répond volontiers aux questions.

La Présidente remercie M. Nicolas Gremaud de sa présentation et donne la parole à M. Didier Tornare, Président de la Commission financière.

2.2 Rapport de la Commission financière sur la base de l'organe de révision

M. Didier Tornare lit le rapport de la Commission financière :

"En qualité d'organe de révision et selon les articles 98d et 98e de la loi sur les communes, la société Multifiduciaire Fribourg SA a effectué, sur mandat du Conseil Communal, l'audit des comptes annuels (bilan, compte de fonctionnement, compte d'investissements et engagements conditionnels) en date des 1er et 2 mars 2018, pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2017.

Lors de la séance des comptes 2017, en date du 26 mars dernier, la commission financière a pris connaissance de cet audit ainsi que des explications complémentaires données par Mme Janick Vega, boursière communale et M. Nicolas Gremaud, Conseiller communal responsable des finances.

Il ressort principalement de cet audit que les règles relatives à la présentation des comptes, les décisions significatives en matière d'évaluation ainsi que la tenue des comptes dans leur ensemble sont effectués de manière correcte.

Il apparaît également que les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2017 sont conformes aux dispositions de droit public en matière de tenue des comptes communaux.

En conséquence et en tenant compte des informations complémentaires données par Monsieur Nicolas Gremaud concernant les chapitres 70 (approvisionnement en eau potable) et 72 (ordures ménagères), la commission financière demande à l'assemblée d'accepter les comptes tels qu'ils vous sont présentés et d'en donner décharge au Conseil communal.

Nous tenons à remercier Mme Janick Vega, boursière communale, pour l'excellente tenue des comptes ainsi que pour les explications détaillées données lors de la séance de la commission financière du 26 mars dernier."

La Présidente remercie M. Didier Tornare pour son rapport et ouvre la discussion sur ce point de l'ordre du jour.

Aucun participant à l'Assemblée ne demande à prendre la parole.



2.3 Approbation

La parole n'étant pas demandée, la Présidente soumet ce point de l'ordre du jour au vote. Elle rappelle que les membres du Conseil communal ne sont pas habilités à voter.

Décision : l'Assemblée communale approuve à l'unanimité les comptes de fonctionnement et d'investissements 2017.

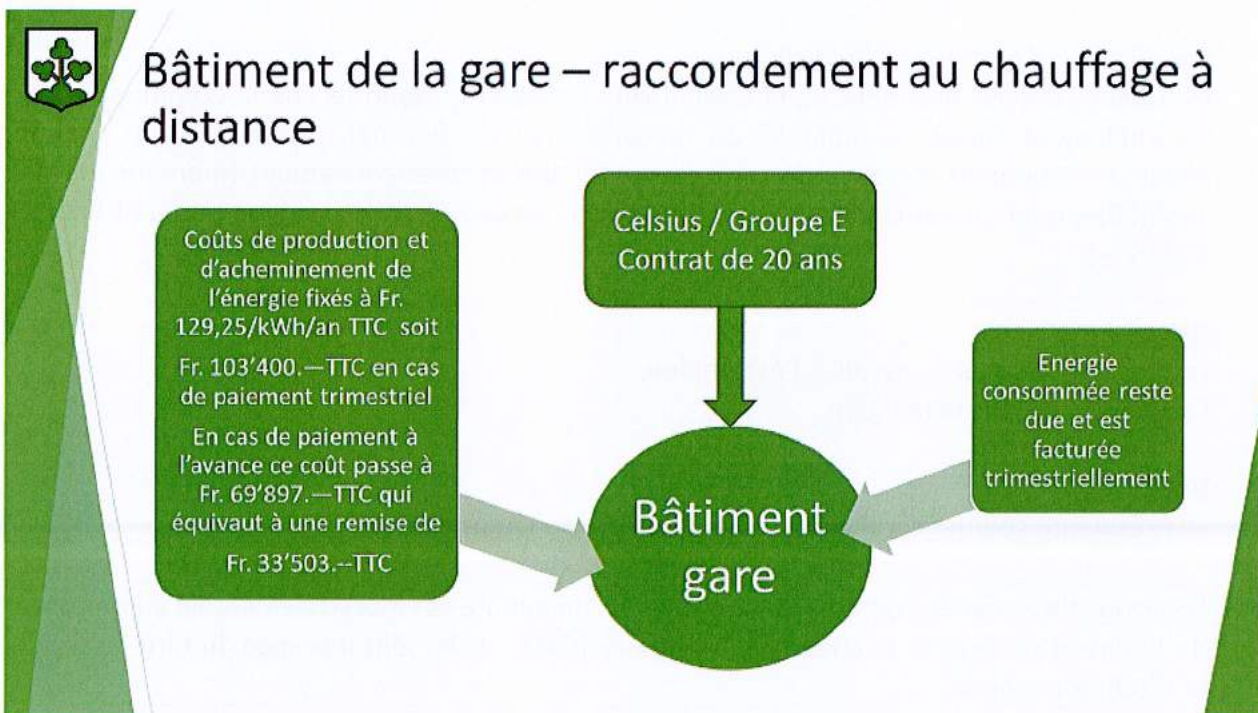
La Syndique remercie l'Assemblée pour la confiance témoignée.

Avant de passer au point suivant de l'ordre du jour, elle tient à remercier la caissière communale, Mme Janick Vega, qui par son sérieux, sa précision, son efficacité, sa bonne organisation assure une gestion professionnelle des finances communales. Elle a toute la confiance du Conseil communal.

3. Investissement lié au raccordement du bâtiment de la gare au chauffage à distance (CAD) - Paiement d'avance du tarif de production et d'acheminement

La Présidente informe que ce point a trait au paiement anticipé du tarif de production et d'acheminement. Pour la présentation détaillée, elle passe la parole à Mme Erika Morand, Conseillère communale en charge des constructions.

Mme Erika Morand informe que le bâtiment de la gare va être raccordé au CAD comme tout bâtiment propriété de la Commune. Elle présente les tableaux ci-dessous :





Raccordement du bâtiment de la gare au chauffage à distance (CAD)

Coût brut total estimé	CHF	69'800.00
Utilisation des recettes courantes	CHF	0.00
Emprunt	CHF	0.00
Utilisation de la réserve	CHF	69'800.00
Montant net de la dépense	CHF	69'800.00
 Charges de fonctionnement	 CHF	 0.00

Mme Erika Morand rapporte qu'un paiement d'avance, en une fois, des coûts de production et d'acheminement permet une économie de CHF 33'503.-- (TTC). Le Conseil communal propose donc d'utiliser cette possibilité d'économie en payant d'avance, en une fois, ces coûts. La réserve correspondante avait été créée sur les comptes 2017. Les comptes 2018 ne seraient ainsi pas impactés par cette décision.

Préavis de la Commission financière :

M. Didier Tornare, Président de la Commission financière, rapporte que la Commission préavise favorablement l'investissement lié au raccordement du bâtiment de la gare au chauffage à distance - Paiement d'avance du tarif de production et d'acheminement (montant normal CHF 103'400.--, moins la remise pour paiement anticipé de CHF 33'503.--, soit un montant final de CHF 69'897.--).

Discussions :

La Présidente donne la parole à l'Assemblée.

La parole n'est pas demandée.

Vote :

La Présidente soumet cet investissement au vote de l'Assemblée.

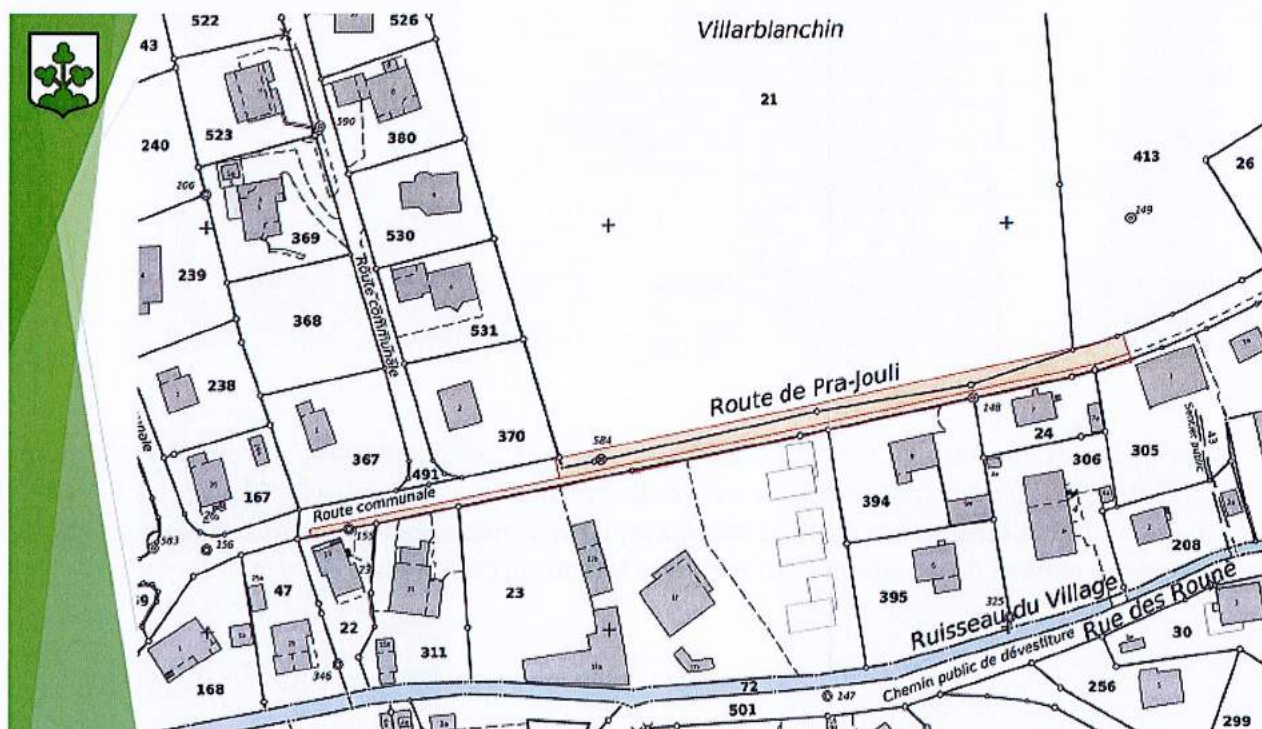
Décision : l'Assemblée communale approuve à l'unanimité cet investissement lié au raccordement du bâtiment de la gare au chauffage à distance (CAD) - Paiement d'avance du tarif de production et d'acheminement.



La Présidente remercie l'Assemblée d'avoir accepté cet investissement qui est une bonne opération pour la Commune.

4. Investissement relatif à la création d'un trottoir à la route de Pra-Jouli et échange de terrain dû à l'emprise sur fonds voisin

La Présidente présente le projet. Cet aménagement est envisagé sur une longueur de 210 mètres. L'objectif de ce projet est d'équiper la route avec un trottoir haut pour assurer la sécurité des piétons, notamment celle des enfants se rendant à l'école. Des parents ont demandé avec insistance que des mesures soient prises sur ce tronçon très étroit. De plus, la construction récente de nouvelles habitations occasionnera encore un flux de véhicules supplémentaires. La chaussée actuelle varie entre 3.40 m' et 6.70 m' de large. Sa largeur sera uniformisée à 5 m'. Le trottoir existant, situé vers l'extrémité aval de l'ouvrage, sera prolongé sur toute la longueur. Sa largeur sera de 1.65 m', conformément au standard cantonal. Les conduites d'eau existantes sous l'emprise de la route seront remplacées.





Pour permettre cet élargissement, une emprise de terrain de 326 m² a dû être négociée avec les membres de la succession Jacques Morand, propriétaires de la parcelle RF 21. Après moultes discussions, les membres de la succession ont donné leur accord. Les conditions de l'échange ont été finalisées à raison de 2m² pour 1 m², soit une surface totale de 652 m². La limite avec la parcelle communale no RF 413 sera ainsi déplacée en conséquence. Cet échange sera concrétisé officiellement par le géomètre à la fin des travaux.



Projet d'emprise de la route de Pra-Jouli



L'enquête étant terminée au 05.03.2018, le dossier est maintenant au Service des ponts et chaussées (SPC) pour traitement. Le permis de construire devrait être délivré vers la fin juin 2018 au plus tôt. Les entreprises étant surchargées, il est vraisemblable que les travaux ne débuteront pas avant le mois de septembre 2018, ce que le Conseil communal regrette.



La Présidente présente les coûts totaux estimés :



Création d'un trottoir à la route de Pra-Jouli et échange de terrain dû à l'emprise sur fonds voisin

Coût brut total estimé	CHF 350'000.00
Utilisation des recettes courantes	CHF 0.00
Emprunt	CHF 350'000.00
Montant net de la dépense	CHF 350'000.00
 Charges de fonctionnement	
Intérêts sur emprunt (2%)	CHF 7'000.00
Amortissement annuel min. (4%) sur CHF 350'000.00	CHF 14'000.00
Montant net des charges de fonctionnement annuelles	CHF 21'000.00

Préavis de la Commission financière :

M. Didier Tornare, Président de la Commission financière, rapporte que la Commission préavise favorablement l'investissement relatif à la création d'un trottoir à la route de Pra-Jouli et échange de terrain dû à l'emprise sur fonds voisin (montant CHF 350'550.--).

Discussions :

La Présidente donne la parole à l'Assemblée.

Mme Denise Firmann demande la raison pour laquelle le trottoir n'est pas prévu d'être prolongé jusqu'au carrefour situé en face de chez Mme Janine Vial.

M. Joseph Gremaud, Conseiller communal en charge des routes, explique que le trottoir ne peut pas être prolongé jusqu'à ce point, car, sur la fin, la route est trop étroite. Par contre, le trottoir sera prolongé par un marquage en jaune indiquant le cheminement piétonnier sur la route.

M. Alexis Morand désire connaître, de manière séparée, les coûts des différents éléments de ce projet; à savoir : les conduites d'eau, le trottoir, la nouvelle route.

La Présidente présente, à l'aide du tableau ci-dessus, les coûts globaux. Par contre, elle ne dispose pas des coûts séparés par élément. En effet, l'estimation a dû être faite dans l'urgence. Par contre, une fois les travaux réalisés, le Conseil communal sera à même de présenter les coûts liés à chaque élément.



M. Alexis Morand se satisfait malgré tout de cette réponse.

Vote :

La parole n'étant plus demandée, la Présidente soumet cet investissement au vote de l'Assemblée.

Décision : l'Assemblée communale approuve par 56 oui, 0 non et 1 abstention cet investissement relatif à la création d'un trottoir à la route de Pra-Jouli et échange de terrain dû à l'emprise sur fonds voisin.

La Présidente remercie l'Assemblée d'avoir accepté cet investissement nécessaire à la sécurité des piétons dans cette zone.

5. Modification de la limite communale relative à l'échange de terrain nécessaire à l'agrandissement de l'entreprise JPF Constructions SA

La Présidente informe que, pour répondre à ses besoins, l'entreprise JPF Constructions SA a la volonté de s'agrandir. A cet effet, la parcelle RF 7029 d'une superficie de 5500 m², qui s'étend au nord du périmètre de l'entreprise, a été acquise sous forme, pour l'instant, d'une promesse de vente.





Ce terrain est actuellement situé sur le territoire de la commune de Bulle. Il représente l'unique potentiel d'extension de l'entreprise.

Pour réaliser cet échange, une procédure de modification du plan d'aménagement local (PAL) de la commune du Pâquier doit être enclenchée. Elle vise à affecter la parcelle RF 7029, actuellement sur le territoire de la commune de Bulle, à la zone d'activités, conformément au reste du secteur déjà affecté à cette zone.

Parallèlement à cette mise en conformité, une procédure de modification des limites communales de Bulle et du Pâquier est nécessaire et est en cours. Pour des raisons pratiques et réglementaires, il s'avère en effet pertinent que l'entier des surfaces dévolues à l'entreprise JPF Constructions SA soit rattaché au territoire de la commune du Pâquier. Des discussions ont eu lieu entre JPF Constructions SA et la Commune du Pâquier. Le projet de modification a été validé par les deux parties à l'issue des échanges.

Le Conseil communal de Bulle s'est aussi positionné en faveur d'une modification de limite sans en demander une compensation au niveau de notre territoire, vu la faible dimension de la parcelle qui représente au total 6'478 m² (dont seuls 5'500 m² doivent passer de zone "agricole" à zone "d'activités" à construire).

Selon le moratoire sur les zones à bâtir, toute nouvelle mise en zone à bâtir doit être compensée par un dézonage d'une surface équivalente. A ce titre, l'Association régionale de la Gruyère (ARG) a conclu avec toutes les communes de la Gruyère une charte ayant pour objectif de constituer une réserve de surfaces (pot commun) qui sera attribuée prioritairement à ses communes membres au fur et à mesure de leurs besoins.

Sur la base de ces informations, le Conseil communal du Pâquier a conclu à la conformité des dispositions de ce projet avec les exigences légales en aménagement du territoire et les différents instruments de planification en vigueur. Il reste à obtenir l'approbation de la présente Assemblée de même que celle du Conseil général de la Ville de Bulle, qui siégera en mai 2018, pour que ce changement de limite communale puisse se concrétiser. Ensuite, notre PAL devra faire l'objet de cette modification.

Préavis de la Commission financière :

Cette opération n'engendrera aucun frais pour notre commune. Par conséquent, la Commission financière n'a pas eu à se prononcer sur ce changement de limite communale. C'est l'entreprise JPF Constructions SA qui prendra à sa charge l'ensemble des frais inhérents à ce projet.

Discussions :

La Présidente donne la parole à l'Assemblée.

Vote :

La parole n'étant pas demandée, la Présidente soumet ce projet au vote de l'Assemblée.



Décision : l'Assemblée communale approuve à l'unanimité cette modification de la limite communale relative à l'échange de terrain nécessaire à l'agrandissement de l'entreprise JPF Constructions SA.

La Présidente remercie l'Assemblée d'avoir accepté ce projet nécessaire à l'entreprise JPF Constructions SA.

6. Adhésion à la nouvelle Association de communes pour l'ambulance Sud fribourgeois (ASF) et approbation des statuts y relatifs

La Présidente invite M. Michel Chassot, Conseiller communal en charge de la santé publique, à présenter ce sujet.

En préambule, M. Chassot précise que le service des ambulances continue à fonctionner comme par le passé.

La création de cette nouvelle association a été rendue nécessaire par le désir de l'HFR de ne plus gérer l'administration de ce service comme c'était le cas jusqu'au 31.12.2017.

Les districts de la Glâne, de la Veveyse et de La Gruyère ont donc pris la décision de reprendre ce mandat. Deux personnes à temps partiel ont été engagées (=1 EPT). Les coûts sont identiques aux charges qui étaient payées à l'HFR pour son mandat de gestion.

M. Chassot présente brièvement les statuts de cette nouvelle association. Des exemplaires sont à disposition dans la salle. Il rappelle que 53 communes sont membres de cette association. Des délégués ont été nommés afin de représenter les communes au Comité.

Il précise qu'une concurrence serait difficile à mettre en place, car les contraintes pour ouvrir une société d'ambulance sont très importantes. Il rappelle aussi qu'une sortie ou une dissolution de cette association est très difficile à réaliser pour une petite commune.

Discussions :

La Présidente donne la parole à l'Assemblée.

La parole n'est pas demandée.

Vote :

La Présidente soumet cette adhésion au vote de l'Assemblée.

Décision : l'Assemblée communale approuve à l'unanimité l'adhésion de la Commune du Pâquier à la nouvelle Association de communes pour l'ambulance Sud fribourgeois (ASF) et approuve les statuts y relatifs.

La Présidente remercie l'Assemblée d'avoir accepté cette adhésion.



7. Divers

La Présidente informe :

Travaux de rénovation du bâtiment de la gare :

Tout se déroule bien. Comme c'est souvent le cas lors de la réfection de vieux bâtiments, quelques surprises ont été découvertes au début des travaux. En effet, les soubassements du bâtiment ont dû être renforcés pour stabiliser l'ensemble de la structure.

La fin de ce chantier est prévue avant les vacances d'été de la construction, ce qui permettra le déménagement de notre administration vers la mi-août 2018. Une inauguration sera organisée dans le courant de l'automne pour que les citoyennes et citoyens puissent visiter les lieux.

Parking de la gare :

La place est maintenant terminée. L'accès déjà réalisé vers la salle des sociétés est un accès utilitaire qui sera complété par une voie de mobilité douce, prévue dans le PAD "En Crêta" de cette zone.

Regroupement scolaire :

Une délégation du Conseil communal du Pâquier a rencontré des délégués du Conseil communal de Bulle. Une séance avec le Chef de service de l'enseignement obligatoire et l'inspecteur scolaire a également eu lieu. Lors de celle-ci, il a été rappelé à notre Commune, qu'étant donné que les effectifs sont insuffisants, elle se doit d'entreprendre rapidement les démarches en vue d'un regroupement. En l'état, nous n'avons pas encore reçu de réponse à la dérogation demandée, à savoir de reporter le regroupement scolaire exigé pour la rentrée scolaire 2018-2019. Cependant, l'ampleur des travaux nécessaires à la mise en place d'un regroupement scolaire nous laisse penser qu'il est impossible que ce projet puisse être concrétisé pour la prochaine rentrée des classes.

Les effectifs actuels, que nous devons fournir déjà au 15 mai 2018 à la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS), démontrent que nous n'atteignons pas le seuil obligatoire (108 élèves) pour maintenir un établissement scolaire à 8 classes de façon durable au Pâquier. Affaire à suivre..., ceci d'autant plus que l'arrivée des nouveaux habitants n'apporte pas le nombre d'enfants espéré.

Remerciements :

Avant d'ouvrir la discussion, la Présidente remercie les membres du Conseil communal avec qui la collaboration est constructive et l'ambiance conviviale.

Ses remerciements vont aussi à tout le personnel de l'Administration communale qui, depuis l'arrivée du nouveau Secrétaire général, a recherché à améliorer sans cesse son fonctionnement pour gagner en efficience. La gestion des tâches du Conseil communal s'est modernisée en adoptant une gestion sans papier. Ce système facilite les échanges et nous permet d'atteindre



une meilleure efficacité entre l'Administration et les Conseillers-ères. Il en résulte un gain de temps très apprécié. Elle remercie le Secrétaire général pour son engagement et sa recherche permanente de solutions pour faciliter la tâche des élus(ues).

La Présidente remercie aussi le personnel de l'édilité et particulièrement à M. Markus Häseli pour la préparation de la salle et de l'apéritif qui suivra cette assemblée auquel tout(es) les participants(tes) sont cordialement conviés(iées).

La Présidente donne la parole à l'Assemblée :

Don de Frs. 10'000.—de la société de Jeunesse :

M. Benjamin Andrey s'inquiète de l'utilisation du don de Frs 10'000.— fait par la société de Jeunesse pour la création d'une place de jeux aux abords des écoles. En effet, il a entendu dire que ce montant ne servirait qu'à poser une table...

En préambule, **la Présidente** profite d'informer que la Commune a décidé d'octroyer, au même titre que la société de Jeunesse, Frs. 10'000.—à ce projet.

Antje Bisaz répond que le projet avance, mais lentement. En effet, la composition du groupe de travail a été réduite afin de décider plus rapidement. Dès lors, l'artisan qui développera les jeux désirés a été défini. Elle confirme aussi que les Frs. 10'000.— de la Jeunesse ne seront pas utilisés pour l'achat d'une table. Cependant, parmi toutes les idées émises pour l'aménagement de cet espace, la pose d'une grande table permettant des échanges entre les enfants a été relevée. Le cas échéant, cet investissement sera payé par le don de la Commune.

Aménagement d'un trottoir le long de la route de Pra-Jouli :

M. Pascal Guerre tient à remercier le Conseil communal pour son travail et l'investissement relatif à la création de ce trottoir qui sera très bénéfique à la sécurité des usagers.

La Présidente répond qu'il est du devoir du Conseil communal de se soucier de la sécurité liée à l'augmentation du trafic dans le village. Elle rappelle que certains tronçons de routes ne sont pas suffisamment larges pour permettre la construction d'un trottoir. Il s'agira donc peut-être de revenir une fois à d'autres mesures telles que la mise en vigueur de zones à 30 km/h.

Nombre de classes scolaires pour la rentrée 2018-2019 :

M. Sébastien Meloni demande combien de classes seront ouvertes au Pâquier pour la rentrée scolaire 2018-2019.

La Présidente répond que 7 classes seront ouvertes. Un regroupement scolaire ne pourra certainement pas se faire, pour des raisons de délai, déjà à la rentrée 2018-2019.



Construction d'immeubles dans le quartier "En Crêta" :

M. Miguel Franco Gomes rappelle que la Commune avait, en assemblée générale d'avril 2013, informé qu'elle veillerait au respect de l'harmonie du quartier de "En Crêta" en ne laissant pas implanter des bâtiments d'une hauteur de plus de 10 m' sur le terrain communal situé devant la PPE "Le Castel" et vendu à un promoteur. Il aimerait savoir pourquoi la Commune laisse maintenant construire des immeubles de 4 étages dont la hauteur est supérieure à 10 m'. De ce fait, la Commune ne respecte pas les engagements qu'elle avait pris et l'harmonie du quartier ne sera ainsi pas respectée.

En réponse, **la Présidente** rappelle que la LAT oblige une densification des zones situées près des transports publics, ce qui est le cas pour la zone "En Crêta". De plus, le plan d'aménagement de détail de cette zone (PAD) autorise la construction de bâtiments d'une hauteur de 12 m'. La Commune n'a donc pas pu influencer les choses autant qu'elle l'aurait voulu dans ce cas.

Par contre, dans le futur, la Commune entend prendre les mesures les plus sévères possibles pour gérer le développement urbanistique du village et faire respecter son harmonie. Les hauts du village sont de toute manière destinés à de l'habitation individuelle alors que des zones dans le bas du village, proches des transports publics, sont destinées à de l'habitation groupée voire collective. De manière générale, la Commune constate que les promoteurs veulent rentabiliser au maximum leur investissement au détriment de la qualité de vie des habitants et de l'harmonie des constructions. Il s'agit donc pour la Commune d'imposer sa vision et ses règles.

M. Miguel Franco Gomes estime qu'avec la construction de ces immeubles, la Commune ne respecte pas l'harmonie et transforme le village en ville. Il pense que tous les participants à cette assemblée ne seraient pas contents si la Commune laissait construire de tels immeubles devant leur villa.

La Présidente répond que le PAD de cette zone a été mis à l'enquête et qu'aucune opposition n'a été déposée contre ce PAD.

M. Miguel Franco Gomes rappelle que l'Assemblée communale d'avril 2013 avait voté sur une hauteur de 10 m' maximum.

La Présidente corrige cette affirmation en disant qu'il avait été proposé et non pas voté que, si possible, la Commune influencerait le promoteur à ne pas construire des immeubles d'une hauteur supérieure à 10 m'. Malgré ceci, le promoteur a utilisé la hauteur maximale permise par la zone (zone de village A).

M. Miguel Franco Gomes répond que, par cette mauvaise gestion de la part de la Commune, les villas et terrains qu'ils ont achetés dans cette zone "à faible densité" vont perdre de la valeur. De plus, les 30 nouveaux appartements engendreront des problèmes de parkings sauvages et de circulation dans un quartier de villas individuelles.

La Présidente répond qu'il ne devrait pas y avoir de problème de parkings sauvages, car un parking souterrain est prévu sous les immeubles. **M. Miguel Franco Gomes** rétorque que le nombre de places de parc à disposition sera largement inférieur au nombre de véhicules dont dispose une famille. **La Présidente** répond que le développement des transports publics devrait



aider à résoudre progressivement cette problématique. Elle pense aussi que ce n'est pas sûr que les villas du quartier subiront une dévaluation, car les mentalités évoluent et les gens s'habituent, aujourd'hui, à vivre dans un milieu plus densément bâti.

M. Benjamin Andrey pense que la construction d'immeubles de petits appartements (3.5 pièces) empêche l'arrivée de famille et crée les problèmes d'effectifs scolaires que la Commune vit actuellement.

La Présidente répond que le Conseil communal pensait, qu'avec la construction des habitations collectives, de nombreux enfants arriveraient au Pâquier. Ceci n'a pas été le cas.

Elle relève le fait que dans les immeubles locatifs, il y a beaucoup plus de déménagements, situation qui est difficilement contrôlable et prévisible. Elle pense que dans les appartements en PPE, il y a plus de gens qui n'ont qu'un ou pas d'enfant. Elle rappelle aussi que des personnes recherchent la qualité de vie d'une école comme au Pâquier, car il s'agit d'une plus petite structure.

M. Claude Pasquier demande quel a été le préavis du Conseil communal concernant ces immeubles à construire.

La Présidente répond que le préavis était positif, car la Commune avait mis des exigences par rapport au projet, mais le promoteur, "in fine", a décidé de densifier au maximum dans les limites prévues par la zone village A.

M. Claude Pasquier estime donc que le Conseil communal ne défend pas l'avis de ses citoyens, car, contrairement au projet qui avait été présenté en assemblée communale, la Commune laisse faire les promoteurs ce qu'ils veulent.

La Présidente rappelle que le PAD n'a pas été contesté. **M. Claude Pasquier** rétorque que l'Assemblée a fait confiance à la présentation faite par le Conseil communal. Les citoyens et citoyennes ne vont donc pas ensuite encore consulter toutes les feuilles officielles et les mises à l'enquête.

M. Miguel Franco Gomes rappelle que la Commune a présenté un projet avec des immeubles de environ 10 m' d'hauteur. Il demande aussi pourquoi M. Labhart a réussi à faire respecter la construction d'un immeuble de 2 étages devant chez lui alors que les autres immeubles situés sur le terrain communal auront 4 étages !?

La Présidente répond que le promoteur avait en effet dit qu'il allait faire des immeubles dont la hauteur serait dégressive, mais en réalité, il a fait un autre projet afin de rentabiliser au maximum son investissement.

M. Miguel Franco Gomes estime que la Commune ne respecte pas les familles, avec enfants, qui se sont installées dans ce quartier. Par contre, elle favorise des promoteurs qui construisent des appartements de 2-3 pièces dans lesquels aucune famille ne s'installera et qui créeront un trafic intense.



La Présidente répond que l'évolution va dans le sens que les gens vivront de moins en moins dans des maisons individuelles et qu'ils devront s'habituer à de la densification, ce que veut d'ailleurs la nouvelle LAT et le plan directeur cantonal.

Utilisation du nouveau parking de la salle polyvalente :

M. Francis Thiébaud demande comment sera géré le nouveau parking de la salle polyvalente. Sera-t-il utilisable pour les personnes qui prennent les transports publics ? Sera-t-il payant ?

Joseph Gremaud répond que 6 places seront réservées pour l'administration communale.

La Présidente informe qu'il y aura aussi 15 places "Park&Ride" pour les utilisateurs des transports publics. Le Conseil communal prévoit une gestion attentive de ce parc pour éviter les véhicules « ventouses ». En fonction de l'évolution de la situation, il pourrait devenir payant ou géré à l'aide d'une barrière à l'entrée. Un règlement de police pourrait également être introduit afin de permettre des contrôles.

M. Didier Mercier demande la capacité de la salle polyvalente.

La Présidente répond que la salle peut recevoir 360 personnes assises.

M. Didier Mercier estime donc que le parking est beaucoup trop petit et que l'utilisation de la salle va encore créer du parcage sauvage dangereux le long des routes. La Commune aurait dû utiliser son terrain pour construire un parking plus grand.

La Présidente répond que l'Etat n'aurait jamais octroyé un permis de construire pour plus de 51 places. La Commune a déjà dû "batailler" ferme pour obtenir plus de 36 places. C'est un problème récurrent difficilement gérable par la Commune car elle subit les normes VSS qui dictent le nombre de places possible par rapport aux surfaces. Elle rappelle que le but de ces normes est de rendre la vie difficile aux conducteurs de véhicules à moteur et d'obliger les gens à prendre les transports publics.

Demande d'une baisse d'impôts :

M. Philippe Gremaud demande qu'une baisse d'impôts soit étudiée par le Conseil communal. En effet, les bénéfices récurrents faits par la Commune ces dernières années, en particulier grâce à la vente du terrain communal et aux impôts sur les mutations immobilières, devraient permettre cette évolution.

La Présidente répond que le Conseil communal analysera cette automne 2018, lors de l'établissement des budgets, si une baisse d'impôts, éventuellement limitée dans le temps, est possible. Elle rappelle que Le Pâquier a déjà pratiqué, par le passé, une baisse d'impôts limitée à une année accordée sous forme d'une rétrocession de l'impôt.

Traitement des déchets ménagers :

Mme Yolande Rigolet Pasquier demande s'il est prévu, ce soir, de discuter du traitement des déchets.

La Présidente répond que ce sujet n'est pas à l'ordre du jour de la séance de ce soir. Par contre, il sera traité lors de l'assemblée communale 2018 des budgets. Elle informe tout de même que les études actuelles tiennent compte de la possibilité d'installer une benne compactrice qui



accorderait aux citoyens(ennes) une plus grande liberté quant aux horaires de dépose de leurs déchets ménagers.

M. Eduardo Eguizabal précise que le souci principal du Conseil communal est de conserver la déchetterie à l'endroit où elle se trouve actuellement. Il rappelle qu'il est impossible de l'agrandir (problème de conformité avec les distances au ruisseau) et qu'il s'agit donc de trouver des solutions pour la décharger quelque peu en termes de flux d'utilisation. Le déplacement sur un autre lieu de la dépose des déchets ménagers est donc un axe de réflexion. Il décrit l'endroit envisagé, à savoir le terrain communal situé à côté du local du football (à l'est du terrain de foot). Le projet avance, mais selon le rythme possible défini par toutes les parties concernées par ce projet.

La parole n'étant plus demandée, la Présidente invite à poursuivre, hors protocole, cette soirée autour d'une verrée et d'un moment de convivialité.

Elle souhaite à tous les participants (tes), une bonne fin de soirée et lève cette assemblée en les remerciant pour leur participation active et l'intérêt qu'ils portent aux travaux du Conseil communal. Si le printemps augure déjà de l'été qui suivra, alors, elle souhaite un bel été à tous et donne rendez-vous pour l'assemblée communale d'automne.

La Présidente clôt l'assemblée, il est 21h40.

Le Pâquier, le 24 avril 2018

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

La Syndique :


Antoinette Badoud

Le Secrétaire général :


Jean-Claude Duriaux